

ARRETE n° 11.0698

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société LE JOINT FRANCAIS  
commune de MAIZIERES LA GRANDE PAROISSE  
Arrêté préfectoral de mesures conservatoires

---

La secrétaire générale  
chargée de l'administration de l'Etat  
dans le département

VU la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution,

VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement,

VU l'arrêté préfectoral n°92/4000A du 10 décembre 1992 autorisant l'exploitation du site au bénéfice de la société Bostik France,

VU les constats de l'inspection des installations classées du 2 octobre 2002 montrant des évolutions dans les activités de l'entreprise Le Joint Français,

VU le courrier de monsieur le Préfet de l'Aube du 10 février 2003 demandant à la société Le Joint Français de déposer une demande de régularisation de sa situation administrative,

VU le dossier de demande d'autorisation de régulariser l'exploitation des nouvelles activités classées de la société Le Joint Français reçu le 9 juin 2008, dont la rubrique n° 1171-1,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 16 mai 2006 sur l'irrecevabilité du dossier de demande d'autorisation reçu le 19 novembre 2003,

VU le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de la société Le Joint Français reçu le 9 juin 2008,

VU le contenu de l'étude d'impact du dossier d'autorisation d'exploiter reçu le 9 juin 2008,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 mars 2011 concluant à la non recevabilité du dossier de demande de régularisation reçu le 9 juin 2008,

CONSIDERANT que la société Le Joint Français exploite depuis 2003 plusieurs installations classées sans l'autorisation requise, notamment pour l'activité principale de transformation de polymères (rubrique 2661.1.a) et les activités secondaires d'emploi, de stockage et de fabrication de substances et préparations dangereuses pour l'environnement (rubriques 1171-1 et 1171-2), ainsi que l'augmentation du volume autorisé de solides facilement inflammables (rubrique 1450-2-1) et l'utilisation d'installations de compression et de réfrigération (rubrique 2920),

CONSIDERANT que depuis 2003, la société a déposé successivement deux dossiers de demande d'autorisation d'exploiter afin de régulariser sa situation administrative,

CONSIDERANT que ces deux dossiers ont été jugés irrecevables par l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que la société Le Joint Français dans ses dossiers de régularisation, déclare fabriquer des substances et préparations dangereuses pour l'environnement (rubrique n° 1171-1 de la nomenclature des installations classées),

CONSIDERANT que la rubrique n°1171-1 appartient à la liste de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement définissant les installations industrielles les plus polluantes.

CONSIDERANT que l'activité n°1171-1 est exercée depuis au moins 2003, date du premier dossier de régularisation,

CONSIDERANT que l'exploitant exploite les activités sans l'autorisation requise,

CONSIDERANT que toutes les activités relevant de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 doivent avoir leur permis d'exploiter à jour et conforme aux meilleures techniques disponibles,

CONSIDERANT que dans l'attente de la régularisation des dispositions administratives du site, les activités pratiquées ou envisagées nécessitent la mise en œuvre de mesures conservatoires,

CONSIDERANT que le contenu de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation reçu le 9 juin 2008 n'est pas en relation avec l'importance de l'installation projetée et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

CONSIDERANT que l'étude d'impact contenue dans le dossier ne permet pas de confirmer l'absence de risques sanitaires sur les populations,

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE**

La Société Le Joint Français, dont le siège est situé au 2, rue Balzac - 75 384 Paris cedex 08, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé au lieu-dit « Tout-Grain » - Z.I. La Glacière - 10 510 Maizières-la-Grande-Paroisse.

### **ARTICLE 2 – PRESCRIPTION 1**

L'exploitant réalise une évaluation des risques sanitaires comprenant un bilan des émissions basé sur la caractérisation réelle des rejets atmosphériques de ses installations.

Cette évaluation des risques sanitaires est transmise au Préfet de l'Aube dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 – PRESCRIPTION 2**

L'exploitant réalise un bilan de fonctionnement conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement. Dans ce cadre, il convient que l'exploitant se compare aux meilleures techniques disponibles et propose, le cas échéant, un planning de mise en conformité.

Ces éléments doivent être transmis au Préfet de l'Aube et à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES**

Ces mesures provisoires ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation.

## **ARTICLE 5 – MODALITÉS D'APPLICATION**

### ***4.1 - Modification des prescriptions du présent arrêté***

Les prescriptions du présent arrêté pourront être redéfinies par voie d'arrêté préfectoral complémentaire établi dans les formes prévues par l'article R512-31 du Code de l'Environnement relatif à l'application de la législation des installations classées, notamment sur présentation d'une nouvelle évaluation des risques sanitaires.

### ***4.2 – Recours***

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons en Champagne.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés et leur délai de recours est de quatre ans à compter de l'affichage ou de la notification du présent arrêté.

### ***4.3 – Sanctions***

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus les sanctions prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

### ***4.4 - Publication***

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de Maizières la Grande Paroisse et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie pendant une durée de un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire à la préfecture de l'Aube - direction départementale des territoires – secrétariat général – bureau juridique

Le même extrait est affiché en permanence, de façon bien visible sur le site de ladite installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube .

#### **4.5 - Notification**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Champagne-Ardenne et le directeur départemental des territoires de l'Aube sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à monsieur le maire de Maizières la Grande Paroisse.

Notification en sera faite à monsieur le directeur de la société Le Joint Français.

Troyes, le 18 mars 2011



Catherine HÉNUIN